

ARCHIVIO
ANTROPOLOGICO
MEDITERRANEO

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)
ISSN 2038-3215



موش و قتل
الحرية ما عند هاد
وقت ... أعتقني!!!

ARCHIVIO ANTROPOLOGICO MEDITERRANEO on line

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)

SEMESTRALE DI SCIENZE UMANE

ISSN 2038-3215

Università degli Studi di Palermo
Dipartimento di Beni Culturali, Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica

Direttore responsabile
GABRIELLA D'AGOSTINO

Comitato di redazione
SERGIO BONANZINGA, IGNAZIO E. BUTTITTA, GABRIELLA D'AGOSTINO, VINCENZO MATERA,
MATTEO MESCHIARI

Segreteria di redazione
DANIELA BONANNO, ALESSANDRO MANCUSO, ROSARIO PERRICONE, DAVIDE PORPORATO (*website*)

Impaginazione
ALBERTO MUSCO

Comitato scientifico

MARLÈNE ALBERT-LLORCA

Département de sociologie-ethnologie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, France

ANTONIO ARIÑO VILLARROYA

Department of Sociology and Social Anthropology, University of Valencia, Spain

ANTONINO BUTTITTA

Università degli Studi di Palermo, Italy

IAIN CHAMBERS

Dipartimento di Studi Americani, Culturali e Linguistici, Università degli Studi di Napoli «L'Orientale», Italy

ALBERTO M. CIRESE (†)

Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Italy

JEFFREY E. COLE

Department of Anthropology, Connecticut College, USA

JOÃO DE PINA-CABRAL

Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal

ALESSANDRO DURANTI

UCLA, Los Angeles, USA

KEVIN DWYER

Columbia University, New York, USA

DAVID D. GILMORE

Department of Anthropology, Stony Brook University, NY, USA

JOSÉ ANTONIO GONZÁLEZ ALCANTUD

University of Granada, Spain

ULF HANNERZ

Department of Social Anthropology, Stockholm University, Sweden

MOHAMED KERROU

Département des Sciences Politiques, Université de Tunis El Manar, Tunisia

MONDHER KILANI

Laboratoire d'Anthropologie Culturelle et Sociale, Université de Lausanne, Suisse

PETER LOIZOS

London School of Economics & Political Science, UK

ABDERRAHMANE MOUSSAOUI

Université de Provence, IDEMEC-CNRS, France

HASSAN RACHIK

University of Hassan II, Casablanca, Morocco

JANE SCHNEIDER

Ph. D. Program in Anthropology, Graduate Center, City University of New York, USA

PETER SCHNEIDER

Department of Sociology and Anthropology, Fordham University, USA

PAUL STOLLER

West Chester University, USA



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO
Dipartimento di Beni Culturali
Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica



fondazione ignazio buttitta

Editoriale

5 Gabriella D'Agostino - Mondher Kilani, *Presentazione / Présentation*

Ragionare

9 Francesca Maria Corrao, *Arab Revolutions: The Cultural Background*

17 Samia Mihoub, *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne*

33 Seima Soussi, *Comment faire la révolution à l'heure d'internet?*
Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne

41 Nabih Jerad, *La révolution tunisienne: des slogans pour la démocratie aux enjeux de la langue*

Documentare

55 Emir Ben Ayed, *Luttes pour la liberté et la dignité. Témoignage post-révolutionnaire d'un photographe tunisien*

Raccontare

73 Mondher Kilani, *Une expérience de la révolution tunisienne.*
Réflexions recueillies par Gabriella D'Agostino

Ricerca

79 Habib Saidi, *Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique*

89 Paola Gandolfi, *Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le «rivoluzioni»*

105 Joni Aasi, *Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires*

115 Leggere - Vedere - Ascoltare

127 Abstracts

Comment faire la révolution à l'heure d'internet? Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne

La révolution tunisienne a surpris le monde entier. D'abord, parce que personne ne l'avait prévue. Ensuite, parce le renversement du régime dictatorial, au pouvoir depuis 23 ans, s'est produit dans un délai tellement court que les Tunisiens eux-mêmes en étaient stupéfaits.

Comment expliquer ce phénomène? Qu'est ce qui a fait que les événements s'enchaînent avec une telle rapidité? La conclusion s'est imposée sans tarder: Internet et plus particulièrement les médias sociaux avaient joué un rôle sans précédent dans la révolution tunisienne. Les médias sociaux ont été érigés en véritable moteur des événements et la lutte contre le pouvoir est devenue l'affaire des blogueurs et des facebookeurs, qui l'ont déclenchée et menée depuis leurs claviers. Les commentateurs parlaient de "cyber-révolution", de "révolution Facebook", de "révolution des blogueurs", ou encore de "révolution 2.0" (Manise 2011; Brahem 2011; Mandraud 2011). De là à dire que, sans les médias sociaux et leurs utilisateurs, il n'y aurait probablement pas eu de printemps arabe, il n'y a qu'un pas que plusieurs n'ont pas hésité à franchir.

Une fois passée la ferveur des événements, cependant, les analystes se sont ravisés. Aujourd'hui, ils ont plutôt tendance à adopter un ton plus nuancé et à relativiser la contribution des médias sociaux au mouvement de contestation qui a secoué le pays et a abouti à la chute de la dictature (Deshayes 2011; Ayari - Geisser 2011; Lamoum 2011; Biseul 2011).

Qu'en est-il réellement du rôle des médias sociaux et dans quelle mesure ont-ils contribué au cours des événements? Pour quelles raisons les analystes ont fini par nuancer ces positions?

C'est d'abord, en tant que doctorante en communication qui étudie les rôles sociaux des médias, mais aussi en tant que jeune tunisienne ayant vécu la révolution et suivi de près l'avancement des événements, notamment à travers les réseaux sociaux, que je vous propose ma propre lecture du phénomène.

Aux yeux des Tunisiens, cette révolution est fondamentalement une révolte populaire contre l'injustice sociale et économique, un combat pour la liberté et la dignité. Et, malgré la succession rapide des événements, la répression s'est faite sanglante,

rendant pour le moins réducteur, sinon indécent, le simple fait de considérer les réseaux sociaux comme l'unique facteur explicatif de ce mouvement de contestation. En même temps, il importe de reconnaître le rôle considérable qu'ils ont joué dans la diffusion de l'information et la mobilisation populaire.

1. Pourquoi parle-t-on d'une "cyber-révolution"? Le médium est-il le message?

Avant la révolution tunisienne, c'est en Iran, au lendemain des élections présidentielles de 2009, qu'a été constaté le premier détournement systématique des médias sociaux par la population. De simples moyens de socialisation, ces derniers sont devenus de véritables outils de contestation politique, des moyens de revendications redoutés par les régimes autoritaires qui n'avaient de cesse de renforcer toujours davantage la censure (Saada 2010). Les médias sociaux ont accompagné le mouvement de contestation ayant suivi la reconduction de Ahmadinejad à la tête de la république islamique. Des photos et vidéos amateurs des manifestations ont été captées par de jeunes iraniens indignés, diffusées dans les réseaux sociaux puis transmises par les chaînes de télévisions étrangères dont l'accès au territoire iranien était limité par le régime. Mais, l'histoire a voulu que la contestation populaire des Iraniens n'atteigne pas ses objectifs. La mobilisation des médias sociaux pour la lutte politique, bien que soulignée par les observateurs, n'a pas été jugée déterminante dans le cours des événements en Iran et ne s'est pas imposée en tant que sujet de réflexion, comme c'est aujourd'hui le cas dans la foulée de la révolution tunisienne.

Pourtant, en Iran comme en Tunisie, les médias sociaux, sans en être à l'origine ont accompagné la révolte populaire. Ainsi, en Tunisie, ils ont joué un rôle crucial dès le déclenchement des événements, contribuant pour beaucoup à transformer l'affaire Bouazizi¹, essentiellement locale, en une véritable affaire nationale, voire internationale.

À l'aide des caméras de leurs cellulaires, de jeu-

nes bloggeurs ont couvert les manifestations qui se déroulaient au centre du pays, prenant des photos et des vidéos, recueillant des témoignages qui attestaient, notamment, des violences policières. Affichées d'heure en heure sur Facebook, ces images et témoignages ont eu l'effet d'une onde de choc (Auffray 2011a).

Embarrassé par ce qui se produisait, le régime a tenté de faire l'impasse sur la révolte de Sidi Bouzid, de la rendre invisible aux yeux de la population. Les médias traditionnels locaux, sous le contrôle de la dictature et instrumentalisés à des fins de propagande, ont ignoré l'affaire Bouazizi, ne traitant des manifestations que tardivement et ce, pour discréditer les manifestants en les qualifiant de barbares et d'incivilisés. Dans de telles conditions de verrouillage médiatique, les réseaux sociaux sont apparus comme un espace alternatif d'information et d'expression qui n'a pas tardé à être investi par les Tunisiens et à monopoliser l'attention populaire, tant au niveau national qu'international.

Comme à l'accoutumée, la presse internationale ne pouvait faire son travail de terrain à cause de la surveillance étroite et de l'intimidation du gouvernement. Elle s'appuyait alors essentiellement sur les images et les vidéos qui circulaient sur les réseaux sociaux pour réaliser des reportages sur le soulèvement populaire. Parmi les médias internationaux, la chaîne Qatari Aljazeera, très populaire en Tunisie, s'est vite ralliée au mouvement et a joué un rôle considérable dans l'amplification des faits (Ferjani 2011)².

En faisant écho au mouvement de contestation, les médias sociaux sont devenus une source d'information incontournable pour quiconque souhaitait suivre les événements. Pour assouvir leur curiosité et tenter de comprendre le phénomène, les journalistes, commentateurs et analystes politiques internationaux se dirigeaient vers les différents blogs, pages Facebook et Twitter. Certains sites ont agi comme de véritables agences de presse, l'information étant relayée de manière quasi instantanée.

Le flux d'images, de vidéos, de commentaires et d'émotions partagées par les Tunisiens sur les réseaux sociaux a donné l'impression, fautive, qu'il s'agissait d'une révolution de bloggeurs et de facebookeurs et que la lutte se tenait principalement dans l'espace virtuel. Alors qu'en réalité, si les Tunisiens ont bel et bien réussi à mettre en pratique un nouvel usage d'internet et des médias sociaux, phénomène communicationnel d'autant plus curieux et impressionnant pour les observateurs qu'il se conjugait à des bouleversements politiques majeurs, la lutte était bien réelle et malheureusement trop souvent sanglante. Cette confusion entre les médias sociaux entendus comme outils de com-

munication mobilisés dans une révolte populaire et entendus comme source et finalité de la révolution est à mon avis à l'origine des expressions «la révolution Facebook» ou «la cyber révolution». Comme si on ne faisait plus de distinction entre le média et le message qu'il porte.

Cette confusion pourrait être attribuable à deux biais de raisonnements distincts. Premièrement, celui des réductions et raccourcis auxquels cèdent trop souvent les journalistes et autres commentateurs qui tentent d'expliquer des phénomènes complexes au moment même où ils se déroulent, sans le recul nécessaire à toute analyse informée et nuancée. Deuxièmement, celui d'un déterministe technologique, soit la tendance à exagérer l'effet des technologies et leur impact sur les phénomènes sociaux en négligeant l'influence de facteurs qui, bien que moins visibles, n'en sont pas moins déterminants.

2. «La révolution se fait dans la rue et non pas à coup de tweets»³

Moins d'un an après les événements, la thèse voulant que la révolution tunisienne soit fondée sur une lutte essentiellement virtuelle, est déjà mise à mal, plusieurs commentateurs et analystes s'attachant à nuancer et à relativiser le rôle des médias sociaux dans l'évolution des événements.

Sans dévaloriser le rôle des activistes d'Internet, j'abonde en ce sens. D'abord, parce que, faut-il le rappeler, ce ne sont pas les bloggeurs et les facebookeurs qui ont déclenché les événements. Cette manière de présenter la révolution tunisienne et de l'associer uniquement à cette catégorie de la population est injuste et porte un préjudice moral à toutes les personnes des régions défavorisées du pays qui ont osé descendre dans la rue pour protester contre l'injustice sociale et la pauvreté dont ils souffraient. Il est avéré que ce mouvement de révolte avait des motivations objectives fondamentales, ce que tend à minimiser la thèse de la révolution virtuelle. Depuis plusieurs années, en effet, les Tunisiens endurent le fardeau de l'injustice sociale et économique et souffrent de l'oppression d'un régime tyrannique. La dictature, affaiblie par la corruption sauvage de la famille au pouvoir, l'étouffement systématique des libertés et les scandales électoraux endémiques, n'a su contrer le soulèvement populaire pour la dignité, la justice et la liberté amorcé dans la ville de Sidi Bouzid suite à l'immolation par le feu du jeune vendeur de légumes Mohamed Bouazizi.

Par ailleurs, j'estime que ce qui est arrivé en Tunisie ne peut se résumer à une lutte virtuelle parce les expériences montrent qu'une révolution ne peut atteindre ses objectifs que si les révolu-

tionnaires font preuve d'une force de résistance et d'une grande capacité à affronter la répression physique du régime. Une agitation virtuelle sur la toile n'aurait abouti à rien, en Tunisie, si les gens n'étaient pas descendus massivement dans la rue et n'avaient pas défié les tirs à balles réelles du régime autoritaire. Plus de 250 personnes, dans différentes villes tunisiennes, sont tombées durant les événements ce qui n'a, sans contredit, rien de virtuel.

D'ailleurs, si on élargit les perspectives pour considérer les soulèvements dans d'autres pays arabes comme la Lybie ou la Syrie, on constate qu'une mobilisation sur la toile ne suffit pas pour faire tomber un régime. En Lybie, la transformation du soulèvement populaire en affrontements armés révèle la fragilité de la thèse des médias sociaux comme armes révolutionnaires fatales (Ayari - Geisser 2011). Même constat en Syrie où Facebook, par le biais de la page «La révolution syrienne contre Bashar el Assad 2011» avec ses 56 000 abonnés en mars 2011, a servi de rampe de lancement du ralliement contestataire, ce qui n'a pas empêché le régime d'adopter des mesures répressives musclées et sans contredit moins virtuelles en procédant à l'élimination physique et systématique des opposants (Sadighyan-Brien)⁴.

3. Les médias sociaux: porte-voix des révolutionnaires

Refuser de réduire la révolution à un simple phénomène médiatique, refuser d'en faire un événement virtuel, n'implique pas, au contraire, que les médias sociaux n'aient joué aucun rôle dans le cours des choses. Ainsi, j'estime que les médias sociaux, en tant que moyens de communication, ont remarquablement rempli leur rôle d'information et de mobilisation populaire dans le contexte bien particulier de la Tunisie, un pays où la liberté d'expression était bafouée par la censure imposée par le régime.

En l'absence des médias sociaux, il est probable que les premières manifestations de Sidi Bouzid n'auraient eu que peu d'échos à l'échelle nationale et, *a fortiori*, internationale. J'en tiens pour preuve le peu de cas qui a été fait du soulèvement des travailleurs miniers en 2008 du bassin minier de Gafsa, dont les Tunisiens ont à peine entendu parler, les événements ayant vite été refoulés, les leaders sévèrement punis et le dossier rapidement fermé.

De mon point de vue, donc, la révolution tunisienne est l'œuvre conjuguée des jeunes manifestants issus des villes et des quartiers marginalisés qui ont affronté les forces de l'ordre et des jeunes usagers des médias sociaux qui les ont suivi et ont porté leur cause devant le monde entier.

Dans les faits, sous le règne d'une dictature, peu importent les moyens déployés pour afficher son opposition au régime, le risque couru est le même. Les bloggeurs et autres cyberactivistes font face à la même force de répression que les opposants qui recourent à des moyens de contestation plus "classiques". Diffuser des messages ou des vidéos sur Internet ou manifester dans la rue entraîne les mêmes formes de répressions: harcèlement moral et physique, arrestations, tortures.

Avant même le déclenchement du mouvement de révolte, et depuis déjà quelques années, les cyberactivistes menaient un bras de fer avec le régime pour une plus grande liberté d'expression en ligne. Suite aux événements de Sidi Bouzid, cette élite d'internautes s'est ralliée à la cause des chômeurs, des pauvres et des marginalisés du système. La dictature mafieuse a été désignée comme l'ennemi commun responsable de l'appauvrissement de la population et de la répression des libertés.

Un bref retour sur la situation d'internet et du cyberactivisme en Tunisie à l'ère de la dictature permettra de prendre la mesure de la répression exercée sur les internautes et de saisir la valeur de leur intervention dans le cours du mouvement de révolte.

3.1. Internet sous la dictature

La Tunisie est dotée d'une infrastructure internet de haute qualité. Elle est considérée comme l'un des pays les plus connectés en Afrique et dans le monde arabe avec un taux d'accès à Internet qui avoisine les 35 % de la population⁵. On note également une présence importante des Tunisiens sur Facebook, avec environ deux millions et demi d'abonnés⁶.

La vocation politique de ces technologies a tardé à se révéler auprès de la masse des internautes tunisiens, les médias sociaux étant jusqu'à récemment considérés comme de simples espaces de réseautage, de socialisation, voire de divertissement pour un bassin d'utilisateurs essentiellement composé de jeunes. Les observateurs s'inquiétaient d'ailleurs du désintérêt politique de la jeunesse tunisienne, y voyant un indicateur alarmant pour l'avenir du pays. Néanmoins, au début des années 2000, un petit groupe de cyberactivistes est apparu sur la toile. Usant de leur créativité, ils ont eu recours à diverses formes d'expression comme l'écriture, la photographie, la vidéo et la caricature afin de dénoncer le pouvoir dictatorial.

En contrepartie, la cybercensure a été vigoureuse, le régime mettant en place une police d'Internet, une section de la police politique dédiée à traquer les contenus jugés indésirables – notamment les articles de la presse étrangère – et à contrôler

l'activité des internautes tunisiens (Vaulerin 2011). Il était très fréquent que des comptes de courriels, des blogs et des profils sur les réseaux sociaux soient piratés et détruits. Les auteurs ou les diffuseurs de ces messages étaient harcelés, menacés, et souvent pourchassés et condamnés à des peines de prison. La Tunisie à l'ère du cyberspace se caractérisait par un mariage étonnant et paradoxal entre une infrastructure développée et une cybersurveillance vigoureuses des contenus.

Zouhair Yahyaoui est l'un des cyberactivistes considéré aujourd'hui comme le symbole de la lutte électronique. En 2000, il lance un sondage sur son site TUNeZINE. La question était: «La Tunisie est-elle un royaume, une république, un zoo, une prison?» On ne s'étonnera pas d'apprendre qu'il a été arrêté et condamné à 18 mois de prison. Durant sa détention, il a été victime de tortures et a mené plusieurs grèves de la faim visant à protester contre ses conditions de détention, ce qui a gravement affecté son état de santé. Il est décédé deux années après sa libération, à l'âge de 36 ans, des séquelles de sa détention.

Dans la foulée de ces événements, le régime a verrouillé l'espace public virtuel, comme c'était déjà le cas pour les autres médias traditionnels. Ainsi, en 2007, a-t-on interdit l'accès à Daily Motion et YouTube et, en 2010, a-t-on assisté à une vague de censure visant de nombreux autres sites de partage de vidéos, principalement dans le but d'interdire l'accès aux vidéos dénonçant les violations des droits de l'homme et la corruption de la famille au pouvoir (Vaulerin 2011). Mais malgré ces efforts du régime, les jeunes tunisiens trouvaient toujours les moyens informatiques pour détourner la censure. À l'aide des proxys, ils réussissaient à accéder aux sites prohibés et parvenaient aussi à sécuriser leurs canaux de communication de manière à surfer anonymement sur le Web.

La fermeture de la plupart des sites de partage de vidéos a généré une migration massive des utilisateurs vers Facebook qui est devenue la plateforme de publication quasi exclusive pour les photos et vidéos. Mais, cette plateforme n'a pas été épargnée par la censure et a été bloquée pour une courte durée, environ une semaine, en 2008. Cette action avait ému la population et a provoqué un sentiment anti-censure même auprès de ceux qui étaient désintéressés par la politique (Vaulerin 2011).

À la suite de ces événements, un mouvement de jeunes engagés dans la défense de la liberté d'expression en ligne avait vu le jour. La campagne "Ammar 404" est lancée avec comme slogan "Sayeb Salah!", une expression populaire tunisienne qui signifie "Fous-moi la paix!"

Pourquoi le nom "Ammar 404"? Parce que lorsqu'une page internet est censurée, elle s'an-

nonce par le message: "Page introuvable, erreur n° 404", en référence au jargon informatique. Ce message, devenu très familier aux internautes tunisiens en raison de la censure, a alors donné lieu à l'expression "une page 404 bâchée", un clin d'œil à l'ancienne camionnette Peugeot 404 bâchée, très populaire en Tunisie. Les internautes attribuent aussi le nom d'Ammar au chauffeur de cette camionnette, ce nom commençant par la première lettre de l'Agence tunisienne de l'Internet (ATI), l'organisme responsable de la censure sur Internet (Gévaudan 2010; Ulrich 2009). Dans le cadre de cette campagne, à travers leurs photos de profils Facebook, les internautes s'adressaient à "Ammar 404", lui demandant de leur "foutre la paix" et de libérer les sites censurés. À la suite de cette action, la lutte pour la liberté d'expression en ligne a continué, les jeunes activistes étant de plus en plus nombreux. Par contre, cela n'a pas fait reculer la cybercensure, les activités des internautes se poursuivant dans un climat de peur et de méfiance.

3.2. *Le cyber-militantisme au cours de la révolution*

Au déclenchement de la révolution, défiant la censure, les cyberactivistes ont diffusé l'affaire Bouazizi et ont été présents dès les premières manifestations locales à Sidi Bouzid. C'est grâce à un travail de journalisme citoyen réalisé dans des conditions de répression extrêmes que ces événements ont pu être diffusés dans le monde entier de manière quasi instantanée.

Gêné par la propagation des informations et par l'évolution des événements, le régime a tenté d'y faire front par tous les moyens. Les centres d'accès publics à Internet, appelés Publinets en Tunisie, ont reçu l'ordre des autorités de consigner une copie de la carte d'identité nationale de chaque usager en précisant le poste utilisé et l'horaire de cette utilisation de manière à permettre l'identification des personnes publiant des contenus jugés indésirables.

En parallèle, la police d'Internet a mené une campagne destinée à subtiliser les identifiants et les mots de passe des utilisateurs afin d'accéder à leurs comptes privés en quête de renseignements compromettants. Ainsi, la police a-t-elle multiplié les tentatives d'infiltration dans des échanges privés afin d'identifier et, à terme, de démanteler des réseaux d'activistes (Al Hussaini 2011).

De peur d'être identifiés, la plupart des internautes préféraient envoyer les images et les vidéos des manifestations à leurs contacts à l'extérieur du pays, ces derniers étant plus à même de les publier sans risque. D'autres, publiaient ces contenus via des profils anonymes. En dépit de ces efforts pour détourner la répression, le régime a poursuivi les ar-

restations visant les internautes les plus “gênants”, ceux s’étant adressés aux médias étrangers étant particulièrement ciblés (Al Hussaini 2011).

3.3. Facebook au cœur du processus de mobilisation populaire

La censure de la plupart des sites de partage a eu pour résultat de concentrer la publication des contenus audiovisuels sur Facebook. Et si la diffusion des informations s’effectuait aussi par le biais de blogs ou de Twitter, Facebook était sans contredit la plateforme la plus populaire et, par conséquent, la plus efficace. La convergence des contenus sur ce seul réseau, sans réelle dispersion, a favorisé une diffusion très rapide des informations. Il était en effet impressionnant de voir comment des groupes de plusieurs milliers de personnes se créaient en quelques minutes seulement. Tout, absolument tout – vidéos, photos, idées, propositions, réflexions, émotions – circulait à la vitesse supérieure auprès d’un très large public.

Scandalisés par la répression du gouvernement et surpris par la réaction des internautes sur les réseaux sociaux, des leaders de l’opposition⁷ se sont eux aussi appropriés la technologie et ont commencé à diffuser des vidéos dans lesquelles ils commentaient les événements, dénonçaient les abus des autorités et incitaient les Tunisiens à exprimer leur colère et faire entendre leurs voix.

Les mesures de censure peinaient à contenir le mouvement devenu massif et le régime n’osait plus bloquer l’accès au réseau Facebook de peur de s’aliéner encore davantage l’opinion publique. Des tentatives de détournement ont aussi été tentées, le régime ayant recours à des faux intervenants pour diffuser des messages visant à dénigrer les cyberactivistes et à contrer le mouvement contestataire (Vaulerin 2011).

Parmi les contenus qui circulaient sur Facebook, certains – particulièrement les images des blessés et des morts couverts de sang ainsi que les vidéos où l’on pouvait entendre les hurlements, les cris de secours et les détonations des armes – ont profondément choqué la population tunisienne. Ces images à grande charge émotive, provenant surtout de Sidi Bouzid et des villes avoisinantes, ont permis à tous les Tunisiens de prendre conscience de la gravité de la situation, des abus de pouvoir et de l’ampleur de la répression que leurs compatriotes subissaient simplement parce qu’ils avaient osé exprimer leur insatisfaction face aux conditions sociales qui étaient les leurs et au silence des autorités sur ces questions.

Dans un tel contexte, il devenait indécent de publier des contenus divertissants comme les vidéoclips ou les matchs de football, que les Tunisiens

avaient l’habitude de partager et tout l’espace habituellement monopolisé par ces sujets plus légers s’est vu dédié aux seuls contenus liés aux tragiques événements.

Il y avait deux catégories d’utilisateurs: ceux qui osaient publier ces contenus et ceux qui s’abstenaient par crainte. Au fil des jours, ces derniers étaient de plus en plus nombreux à assumer leurs opinions et à relayer des contenus mis en ligne par d’autres, voire même à publier des contenus inédits (Lamloum 2011). Plus encore, le nombre d’abonnés Facebook s’est multiplié, plusieurs personnes n’ayant jusque-là jamais fait usage des médias sociaux, ignorant tout de leur mode de fonctionnement et même, parfois, de leur raison d’être, se sont fait aider pour ouvrir un compte Facebook afin de s’informer de l’évolution du mouvement de contestation et, éventuellement, de le rejoindre.

Ce qui est particulier dans le militantisme électronique, expliquent Ayari et Geisser (2011: 42), c’est que chaque citoyen peut poser les actions de mobilisation qui correspondent au degré de risque qu’il est prêt à assumer, sans se sentir écarté du cercle des militants les plus engagés. Ainsi, le simple fait de participer activement à la transmission de contenus via les NTIC se mue en ferme croyance de prêter main forte à la marche du mouvement révolutionnaire.

Au fil des jours, au gré de cette participation certes virtuelle mais néanmoins active, les sentiments de solidarité et d’empathie se sont renforcés en même temps que croissait un sentiment partagé d’indignation. Des rituels, des jeux de codes, se mettent en place, confirmant de manière subtile mais irréfutable l’inscription dans ce mouvement de contestation. Ainsi, selon l’humeur du jour, une même illustration – le drapeau du pays taché de sang ou encerclé de mains, des images avec le slogan DÉGAGE ou encore le message RCD DÉGAGE⁸ – pouvait être affichée par tous les usagers Facebook solidaires de la cause (Auffray 2011b). Ainsi, grâce aux échanges sur Facebook, une force collective s’est créée et a permis de briser le mur de la peur qui jusque-là accablait les Tunisiens et les empêchait de descendre dans la rue pour exiger un changement.

Les manifestations et les émeutes ont commencé à se propager d’une ville à l’autre, l’organisation et la coordination de tous ces événements passant par Facebook, y compris la manifestation du 14 janvier à Tunis, qui a signé la chute du régime. Incontestablement, donc, Facebook fut un véritable outil de mobilisation populaire. Mais une mobilisation spontanée, virale au sens fort du terme, sans l’intervention occulte de quelque instance ou organisme sous le couvert des internautes.

Le fait de parler des événements de Sidi Bouzid sur la toile était une initiative de jeunes et coura-

geux internautes qui a trouvé une grande résonance auprès d'une population déjà frustrée. Assez rapidement, tous ont perçu le caractère exceptionnel, voire historique, des événements. Pour la première fois, en effet, les Tunisiens se soulevaient en un ras-le-bol généralisé et, pour la première fois aussi, le gouvernement semblait dépassé par les événements. Pourtant, à ce moment-là, personne n'était encore conscient de vivre une révolution susceptible de mener à la chute du régime. Nous étions portés par l'indignation, la colère et l'enthousiasme d'une mobilisation de jour en jour plus manifeste, mais certainement pas par un projet politique défini.

4. «*La révolution tunisienne a changé Internet et les médias sociaux plutôt que l'inverse*»⁹

La chronologie des faits montre bien que les réseaux sociaux, en particulier Facebook, étaient devenus les lieux d'information incontournables à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le déchaînement d'informations sur la situation à Sidi Bouzid, loin d'en être la cause, était bien la conséquence du soulèvement populaire mais, dès les premières heures, les cyberactivistes ont prêté main forte aux révolutionnaires des villes défavorisées du sud du pays en faisant entendre leur voix et en publicisant leur cause à grande échelle.

Au fil des jours, en effet, les réseaux sociaux se sont offerts un espace de rassemblement qui a permis la libération de la parole et la mobilisation politique de la population.

Alors qu'ils les considéraient comme des moyens de socialisation et de divertissement, les Tunisiens ont modifié leurs usages des médias sociaux pour en faire des outils de militantisme politique. Cette révolution est survenue dans un contexte où Internet est omniprésent dans la vie des jeunes tunisiens férus des technologies de l'information et de la communication (TIC). Pour exprimer leur contestation, ils se sont servis des moyens de communication mis à leur disposition, comme d'autres l'ont fait par le passé, avec l'imprimerie et les journaux durant la Révolution française en 1789 ou plus récemment les enregistrements audio dans la Révolution iranienne en 1979 (Ayari - Geisser 2011: 44). Il est donc possible, voire même plus approprié, de dire que la révolution tunisienne a changé Internet et les médias sociaux plutôt que l'inverse (Lamloum 2011).

Aujourd'hui, plusieurs mois après la chute du régime, les réseaux sociaux occupent toujours une place centrale dans le quotidien d'une grande partie des Tunisiens, non pas exclusivement dans leurs fonctions de divertissement mais aussi dans leurs fonctions politiques. Les médias sociaux, en effet,

parallèlement aux médias traditionnels qui tentent de se restructurer et de couper avec les pratiques anciennes marquées par des décennies de bâillonnement et de propagande, accompagnent la population tunisienne dans cette étape de transition démocratique.

Force est de constater, donc, que les médias sociaux, et Facebook en particulier, ne sont plus envisagés uniquement comme des moyens de divertissement. De même, ils ne constituent plus cet espace d'union et de solidarité où toute la population a pu se réunir au cours de la révolution. Ils apparaissent aujourd'hui plutôt comme des espaces d'expression libre où se cristallisent les divergences politiques et idéologiques.

Le Tunisien, n'ayant pas l'expérience des pratiques démocratiques traditionnelles, doit relever le défi de passer directement à l'univers de la "cyberdémocratie", c'est-à-dire d'adopter directement un mode de communication "*many to many*" où chaque acteur devient potentiellement destinataire mais aussi émetteur de contenus, sans souci de rigueur quant à la qualité de l'information diffusée (Shirky 2010). La toile, cette nouvelle rue, est souvent la source de rumeurs, de désinformation, de manipulation, et de messages diffamatoires. L'état actuel des choses laisse entrevoir une sorte d'anarchie dans les échanges et poindre le risque d'instrumentalisation de ces réseaux à des fins de marketing politique, voire de propagande (Tekaya 2011).

De mon point de vue, il faudra encore du temps avant de voir s'installer dans les réseaux sociaux un espace de délibération efficace et respectueux de l'éthique du débat démocratique.

Notes

¹ Mohamed Bouazizi, né le 29 mars 1984 et mort le 4 janvier 2011, est un vendeur ambulant de fruits et légumes originaire de la ville de Sidi Bouzid. Ne possédant pas d'autorisation officielle, il subit une administration à laquelle il ne peut verser de pots-de-vin et qui, pendant sept ans, se sert dans sa caisse, lui applique des amendes ou lui confisque sa marchandise, voire sa balance. Sa tentative de suicide par immolation le 17 décembre 2010 qui a conduit à son décès deux semaines plus tard, est à l'origine des émeutes qui concoururent au déclenchement de la révolution tunisienne (Source: Wikipédia).

² D'autres chaînes comme Alarabeya et France 24 – notamment en langue arabe – se sont aussi intéressées aux événements assez tôt, en tous cas bien avant les médias locaux.

³ Une citation de Xavier Biseul (2011) dans son article intitulé: *Comment le web 2.0 a fait vaciller Ben Ali*.

⁴ L'aboutissement des révolutions tient, d'une part, à la capacité du régime à organiser des contre-manifestations et à mobiliser sa base sociale pour le soutenir et, d'autre part, à la force de son organe sécuritaire (Ayari - Geisser, 2011: 43).

⁵ Selon les statistiques du mois de mai 2011 publiées par l'Agence Tunisienne de l'Internet, le pays compte 4 millions d'utilisateurs internet.

⁶ Internet World Stats, usage and population statistics: <http://www.internetworldstats.com/africa.htm>

⁷ Il s'agit de l'opposition qui était non reconnue par le gouvernement et non pas l'opposition de décor alliée à la dictature. Ces leaders ont généralement fuit la répression dans le pays et ont demandé refuge pour la plupart en Europe.

⁸ Le RCD: Rassemblement Constitutionnel Démocratique est le parti politique de Ben Ali associé aux pratiques despotiques et à la corruption d'état.

⁹ Une citation de Mahdi Lamoum (2011) dans un article intitulé: «C'est la révolution qui a changé Internet et non l'inverse!»

Références tirées du web

Agence Tunisienne de l'Internet: <http://www.ati.tn/fr/index.php?id=90&rub=27>

Auffray É.

2011a *A Kasserine, le «chaos» relaté par les internautes tunisiens*, en ligne: <http://www.liberation.fr/monde/01012313075-a-kasserine-le-chaos-relate-par-les-internautes-tunisiens>

2011b *Tunisie: les réseaux sociaux ont été une pièce maîtresse de cette révolution*: <http://www.liberation.fr/monde/01012314230-tunisie-les-reseaux-sociaux-ont-ete-une-pièce-maîtresse-de-cette-revolution>

Al Hussaini A.

2011 *Tunisie: Anonymus contre Ammar, La bataille de la censure d'internet*: <http://owni.fr/2011/01/06/tunisie-anonymous-contre-ammar-la-bataille-de-la-censure-dinternet/>

Ayari B. et Geisser V.

2011 *Renaissances arabes, 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Les éditions de l'atelier: http://books.google.ca/books?id=GdZfqqei11UC&pg=PA12&dq=Renaissance+arabe+ayari&hl=fr&ei=0CndTvXiKKXl0QGPzaTtDQ&sa=X&oi=book_result&ct=book-thumbnail&resnum=4&ved=0CDwQ6wEwAw#v=onepage&q&f=false

Biseul X.

2011 *Comment le web 2.0 a fait vaciller Ben Ali*: <http://pro.01net.com/editorial/527159/comment-le-web-2-0-a-fait-vaciller-ben-ali/>

Brahem R.

2011 *La Tunisie, première cyber-révolution*: <http://www.michelcollon.info/La-Tunisie-premiere-cyber.html>

Deshayes C.

2011 *La révolution tunisienne n'est pas une révolution Internet, c'est une révolution à l'heure de l'Internet*: <http://www.revolutionnairesdunumerique.com/la-revolution-tunisienne-n%E2%80%99est-pas-une-revolution-internet-c%E2%80%99est-une-revolution-a-l%E2%80%99heure-de-l%E2%80%99internet>

Ferjani R.

2011 *De l'ivresse éditoriale: La révolution tunisienne racontée par Aljazeera*: <http://www.sentinelles-tunisie.com/medias/item/de-l-ivresse-editoriale-la-revolution-tunisienne-racontee-par-al-jazeera>

Gévaudan C.

2010 *L'Internet tunisien en Ammar*: <http://www.ecrans.fr/L-Internet-tunisien-en-Ammar,9809.html>

L'arabe de c'est la gêne

2011 *Tunisie: ce qui se passe est historique*: <http://owni.fr/2011/01/06/tunisie-ce-qui-se-passe-est-historique/>

Lamoum M.

2011 *Tunisie: C'est la révolution qui a changé Internet et non l'inverse!*: <http://www.webmanagercenter.com/management/article-101458-tunisie-c-est-la-revolution-qui-a-change-internet-et-non-l-inverse>

Mandraud I.

2011 *En Tunisie, la révolution est en ligne*: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/17/en-tunisie-la-revolution-est-en-ligne_1466624_3212.html

Manise J.

2011 *Tunisie, la révolution des blogueurs?*: <http://www.cesep.be/ANALYSES/TECHNOLOGIES/2011/tunisie.html>

Saada J.

2010 *L'impact des nouvelles techniques de communication au Moyen-Orient: le cas iranien*: <http://www.moyenorient-presse.com/?p=631>.

Sadaj C.

2011 *Tunisie, Internet et la révolution*: <http://www.fondapol.org/politique-2-0/tunisie-internet-et-la-revolution/>

Shirky C.

2010 *Rôle des médias sociaux sur notre société*: <http://www.marketingonthebeach.com/ted-role-des-medias-sociaux-sur-notre-societe/>

Sadighyan S. et Brien N.

2011 *Syrie: chronique d'une impossible révolution Twitter*: <http://www.rue89.com/2011/03/19/syrie-chronique-dune-impossible-revolution-twitter-195895>

Tekaya M.

2011 *Tunisie: Facebook, utile pour la révolution, nuisible à la démocratie*: <http://www.rue89.com/2011/08/03/facebook-utile-pour-faire-une-revolution-pas-pour-batir-une-democratie-216628>

Ulrich C.

2009 *Les censeurs du Net*: <http://www.maghress.com/fr/maghrebobservateur/1595>

Vaulerin A.

2011 *Le régime dépassé par la cyberrésistance*: <http://www.liberation.fr/monde/01012312916-le-regime-depasse-par-la-cyberresistance>

Zeboute Blog

2011 *Le Mythe de la révolution 2.0*: <http://zebout.wordpress.com/2011/02/21/reseaux-sociaux-le-mythe-de-la-revolution-2-0/>

FRANCESCA MARIA CORRAO
 Dipartimento di Scienze Politiche
 Università Luiss-Guido Carli, Roma
 corraobobbio@gmail.com

Arab Revolutions: The cultural Background

Arab Revolutions are the result of a long process of cultural growth: the need to address world economic crisis made evident the clash between expectations and the inadequacy of the political elite. Looking back over the historical crises in the Arab world we recognize similar patterns. The Arab awakening has, since its early days, shown the presence of few common elements: education and military reforms, spread of new ideas, demographic growth and a new generation with high expectations. In the past either the ruling class had repressed the revolutionary movements (Ottoman, Colonial powers) or the army had put their governments to an end (Nasser and Asad). In the present experience there are new elements: women's empowerment, new media and the growing role of civil society with both secular and Islamic trends.

The critical elements are economic, social and also legal: in fact, the revolutions have shown up the fragility of societies that still maintain traditional social codes, like the family law, with a conservative interpretation of the Islamic faith(s?) that clashes with the needs of the modern working woman.

Furthermore, the Governments were not able to answer to the higher expectations of the young graduates, and their competences became a boomerang: a ruling class that proved unable to govern transition from dictatorship towards modernity and democracy. The new media helped to bring together the different groups of young people that had already worked to change the situation in the past years. The most difficult task now is to grant equal rights and duties to the different political and cultural realities of the country. This paper will examine these elements with a view to understanding the changes taking place in these countries through the lenses of the socio-political actors that emerged in the region and that are likely to play an increasingly prominent and assertive role in the future.

Keywords: Culture; Gender; Secularism; Education; Media

Le rivoluzioni arabe: Il background culturale

Le rivoluzioni arabe sono il frutto di un lungo processo di crescita culturale che si è trovato in conflitto con una inadeguata classe politica, incapace di rispondere alla crisi economica internazionale. Uno sguardo alla storia moderna del mondo arabo evidenzia alcuni fattori ricorrenti nelle fasi rivoluzionarie: la riforma dell'educazione e dell'esercito, l'innovazione nella comunicazione, la crescita demografica e ambiziose giovani generazioni

animate da nuovi ideali. Le esperienze pregresse hanno visto concludersi la fase rivoluzionaria o nella sanguinosa repressione da parte dei regimi (Ottomano, coloniale) o con la fine di questi *manu militari* (Nasser e Asad). Le rivoluzioni in atto aggiungono delle novità: l'*empowerment* delle donne, l'internazionalizzazione dei *new media* e il ruolo crescente della società civile rappresentata sia da gruppi laici che religiosi.

Gli elementi critici, oltre alla crisi economica, sono di natura legale e sociale. Il cambiamento che si sta compiendo nella regione ha evidenziato la fragilità di società che ancora mantengono codici tradizionali di comportamento – come la legge dello stato di famiglia in cui prevale un'interpretazione conservatrice della *shari'a* – che contrastano con le esigenze della donna lavoratrice moderna.

Le ambiziose aspettative della giovane generazione di laureati sono state disattese dai governi mentre le competenze acquisite si sono rivelate dei boomerang poiché hanno reso evidente l'incapacità della classe al potere di gestire la transizione dalla dittatura verso la modernità e la democrazia.

La sfida consiste nel garantire uguali diritti e doveri alle diverse realtà culturali e politiche locali. I *new media* hanno agito da catalizzatore tra le varie forze presenti associando giovani che già da anni si muovevano alla ricerca di spazi per promuovere il cambiamento. Questi elementi saranno qui esaminati per comprendere i cambiamenti in atto nei paesi toccati dal vento della rivoluzione a partire dalla visione degli attori socio-politici che le hanno promosse e che avranno un ruolo preminente in futuro.

Parole chiave: Cultura; Genere; Secolarismo; Educazione; Media

SAMIA MIHOUB

Faculty of Letters and Human Sciences
 Université de Sherbrooke, Québec, Canada
 Samia.Mihoub@USherbrooke.ca

Cyberactivism at the time of the revolution in Tunisia

In this paper, we examine the contribution of the social Web in the events that led to the fall of the regime of Ben Ali in January 14, 2011. We take an interest in cyberactivism during the revolution for thinking about the ways of writing and archiving of the collective memory of Tunisia. In addition, the role played by cyberactivists through censored social platforms and websites is especially surprising in the sequence of events leading to the collapse considering how strong was the repression. We study the tools, methods and procedures of the actions carried out by cyberactivists to bypass repression, highlighting how in social events the Web acted as a relay of information, a catalyst of contestation and, since January 15, 2011, an outlet of the trauma of Ben Ali's fall. We also investigate

about how coordination between the Web and the street took place in the mobilization of the protest. Finally, we reflect on the changing role of online activists in post-revolutionary Tunisia and the need to redefine their roles, their speeches and their goals. The debate about reclaiming the public sphere, a watermark of our analysis, permits to observe how the reconstruction process is at work. The learning of democratic public debate takes place in an context charged with conflict, tension and disagreements of various kinds.

Keywords: Revolution; Censorship; Public sphere; Tunisia; Social web

Il "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione tunisina

In questo articolo si prende in esame il contributo del social web nella catena di eventi che porterà alla caduta del regime di Ben Ali, il 14 gennaio 2011. Il nostro interesse è rivolto al "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione per riflettere sulle procedure di scrittura e archiviazione della memoria collettiva della Tunisia. Inoltre, il ruolo dei "cyber-attivisti" su piattaforme sociali e siti web censurati, è stato tanto più sorprendente nella sequenza degli eventi che hanno portato al crollo del regime quanto più forte era l'azione di repressione. Il nostro studio si concentra dunque sugli strumenti, le modalità e le procedure d'azione messe in atto dai "cyberattivisti" per bypassare le misure repressive. Questa analisi permette di evidenziare la funzione di trasmissione delle informazioni che il Web ha giocato in questi eventi, di catalizzatore di una parte della contestazione e, a partire dal 15 gennaio 2011, di sfogo delle reazioni seguite allo shock della caduta di Ben Ali. Ci siamo interrogati anche sulle modalità di coordinamento tra la rete e la strada nella mobilitazione della contestazione.

Infine, si è anche riflettuto sull'evoluzione del ruolo dei "cyberattivisti" nella Tunisia post-rivoluzionaria e sulla necessità di ridefinire i loro ruoli, i loro discorsi e i loro obiettivi. Il dibattito sulla riappropriazione della sfera pubblica, che appare in filigrana da questa analisi, permette di osservare il processo di ricostruzione che è in atto. L'apprendimento del dibattito pubblico democratico avviene in un contesto carico di tensioni e di divergenze di varia natura.

Parole chiave: Rivoluzione; Censura; Sfera pubblica; Tunisia; Social Web.

SEIMA SOUSSI
Département d'information et de communication
Université Laval
seima.soussi.1@ulaval.ca

How to make a revolution in the Internet age: The role of

the social media in the Tunisian revolution

The Tunisian revolution has surprised the whole world. First, because no one anticipated it. Second, because the overthrow of the dictatorial regime occurred in such a short time that the Tunisians themselves were amazed. To explain this phenomenon, the conclusion has emerged rapidly: Internet and specifically social media played an unprecedented role in the Tunisian revolution. Commentators, therefore, referred to it as «cyber-revolution», «Facebook revolution» or «2.0. revolution». However, after the fervor of events, analysts have changed their minds. Today, they tend to adopt a more nuanced tone and they relativize social media contribution to the popular protest movement.

For the Tunisian people, this revolution is basically a popular revolt against the social and economic injustice, a struggle for freedom and dignity. Yet, despite the rapid succession of events, a bloody repression took place. That is why considering social networks as the single explanatory factor of this protest movement is reductive. In the meantime, it's important to recognize the significant role they played in the information dissemination and the popular mobilization. The Tunisian revolution is therefore, the work of both protesters from the marginalized cities and neighborhoods who faced the police and also social media young users who challenged cyber censorship and joined the dissenters diffusing their cause into the entire world. During this popular uprising, Tunisians have changed their use of social media which have become a political activism tool.

Keywords: Cyber-activism; Cyber-revolution; Social media revolution; Online freedom of speech; Internet censorship

Come fare la rivoluzione nell'era di Internet: il ruolo dei social media nella rivoluzione tunisina

La rivoluzione tunisina ha sorpreso il mondo intero. Innanzitutto perché non era stata prevista da nessuno e in secondo luogo perché il rovesciamento del regime dittatoriale è avvenuto in tempi così brevi da stupire i Tunisini stessi. Spiegare questo fenomeno è semplice, poiché si arriva rapidamente alla conclusione che Internet e in modo particolare i *social media* hanno giocato un ruolo senza precedenti. Per questo motivo i commentatori hanno parlato spesso, in questo caso, di «cyber-revolution», di «Facebook revolution» o di «2.0. revolution». Tuttavia, dopo il fervore causato dagli eventi, gli analisti hanno cambiato opinione. Oggi tendono invece ad usare toni più sfumati e a relativizzare il contributo dei *social media* nel movimento di protesta popolare.

Per il popolo tunisino questa rivoluzione è fondamentalmente una rivolta contro l'ingiustizia economica e sociale, una lotta per la libertà e per la dignità. Una repressione sanguinosa della rivolta ha avuto luogo ancora

una volta anche a dispetto della rapida successione degli eventi. Questo è il motivo per il quale considerare i *social network* come l'unico fattore di questa protesta è riduttivo. Al tempo stesso, è importante riconoscere il ruolo significativo che hanno giocato nella diffusione delle notizie e nella mobilitazione popolare. La rivoluzione tunisina è perciò sia opera di dimostranti provenienti da città marginalizzate e dai dintorni che hanno affrontato la polizia sia di giovani utilizzatori dei *social media* che hanno sfidato la censura in Internet, unendosi ai contestatori e portando avanti la loro causa in tutto il mondo. Durante questa rivolta popolare i Tunisini hanno cambiato il loro modo di usare i *social media* che sono diventati strumenti di attivismo politico.

Parole chiave: Cyberattivismo; Cyber-rivoluzione; Rivoluzione dei *social media*; Libertà di parola *on line*; Censura in Internet

NABIHA JERAD
University of Tunis
nabiha.jerad@gmail.com

The Tunisian revolution: from slogans for democracy to language as power.

This article proposes that the Arab revolution is first and foremost a speech event. Drawing on the case of Tunisia where the revolution began, it examines the slogans of the revolution calling for "liberty" and "dignity" and other words that made History. Then, the article considers some semantic questions related to the Islamist/secularist dichotomy that has taken center stage since the revolution in the political debate for elections and where words became cultural stakes. And finally, it explores the emergence of the issue of the maternal language, colloquial Arabic as a political action challenging transition towards democracy that moves against the use of classical Arabic, as it excludes many Tunisians in Tunisia and more particularly in the diaspora.

Keywords: Slogans; Islamist; Secularization; Diglossia; Discourse analysis; Sociolinguistics

La rivoluzione tunisina: dagli slogan per la democrazia alle sfide della lingua.

Questo contributo analizza la rivoluzione araba in quanto evento linguistico. Esso si concentra sull'esempio tunisino, poi imitato nel resto della regione, per studiarne in primo luogo il potere di mobilitazione di slogan semplici e pragmatici che hanno espresso rivendicazioni politiche di *libertà* e di *dignità* e che hanno avuto risonanza in tutta la regione araba. Queste parole e le altre, che hanno raccontato e fatto la Storia, sono analizzate come

atti linguistici che hanno abbattuto la dittatura, mentre reclamavano con urgenza l'accesso alla democrazia. Il contributo analizza anche alcuni problemi semantici posti dai termini del dibattito politico in vista delle elezioni della Costituente e di cui la dicotomia «islamisti/laici-modernisti» è stata interpretata come una posta fondamentale della società. Infine, si riflette sul problema della lingua madre che ignora questo vocabolario politico, e che costituisce la prima sfida della democrazia in un caso come quello dell'arabo in cui la lingua ufficiale, *fusha*, esclude una buona parte dei Tunisini di Tunisia e della diaspora, rappresentati per la prima volta nella Tunisia della seconda repubblica.

Parole chiave: Slogans; Islamista; Secolarizzazione; Diglossia; Analisi del discorso; Sociolinguistica.

EMIR BEN AYED
emirbenayed@yahoo.fr

Struggles for freedom and dignity. A post-revolutionary account of a Tunisian photographer.

The text and the photos are a a posteriori subjective testimony of the author on the Tunisian revolution and its development, its causes and its actors as well as its outcome almost a year after its release.

Keywords: Revolution; Freedom; Tunisian youth; Dignity; Honor

Lotte per la libertà e la dignità. Testimonianze post-rivoluzionarie di un fotografo tunisino.

Questo testo e le foto sono una testimonianza soggettiva *a posteriori* dell'autore sulla rivoluzione tunisina, sul suo svolgimento, sulle cause, sugli attori e sui suoi esiti a quasi un anno dal suo scoppio.

Parole chiave: Rivoluzione; Libertà; Gioventù tunisina; Dignità; Onore

HABIB SAIDI
Département d'histoire
Université Laval (Québec)
habib.saidi@hst.ulaval.ca

Itinerary of the sudden death of a dictatorship. Tourism anger, corrupt facades and tourist revolution

This article looks at tourism and its link with the Tunisian revolution, both before and after it began. Consequently, the author adopts both a backward and forward looking perspective. In the first half, tourism is examined as one of

the major contributing factors to this revolution, especially as an economic sector that has been more beneficial for some regions than others, with all the social inequalities that engenders. In the second half, tourism is examined from the perspective of its potential to ensure Tunisia's progress in two ways: via a revolution in its tourism infrastructures and cultural potential, and by way of incorporating its new revolutionary image into its tourism. Accordingly, the article will discuss the aspirations for renewal in Tunisian tourism, which are being expressed in post-revolutionary discourse and museum exhibits.

Keywords: Tourism; Revolution; Dictatorship; Social inequalities; Crises

Itinerario della morte improvvisa di una dittatura. La reazione del turismo e la rivoluzione turistica

Questo articolo analizza le ripercussioni che sul turismo ha avuto la rivoluzione tunisina, sia prima sia dopo il suo inizio. Per questo motivo l'autore adotta una duplice prospettiva che guarda sia al periodo precedente la rivoluzione che a quello seguente. Nella prima parte del lavoro il turismo è visto come uno dei fattori che maggiormente hanno contribuito alla rivoluzione, soprattutto in quanto settore economico che, malgrado i disequilibri sociali che esso genera, ha portato più benefici in alcune regioni che in altre. Nella seconda parte il turismo è esaminato a partire dalla prospettiva del potenziale che esso assicura al progresso tunisino, in due modi: sia attraverso una rivoluzione delle infrastrutture turistiche e del potenziale culturale; sia attraverso l'inclusione di questa nuova immagine rivoluzionaria della Tunisia nel turismo. Infine sono discusse le aspirazioni di rinnovamento nel turismo tunisino, espresse nel discorso post-rivoluzionario e nelle esposizioni museali.

Parole chiave: Turismo; Rivoluzione; Dittatura; Disuguaglianze sociali; Crisi

PAOLA GANDOLFI
Dipartimento di Lettere, Arti e Multimedialità
Facoltà di Scienze Umanistiche
Università di Bergamo
paola.gandolfi@unibg.it

Ethnographies and fieldworks in Maghreb and in Morocco: before and after the "revolutions"

The Arab "revolutions" make us question about the dynamics of change, even the most complex and hidden ones, which have been ongoing in several Arab countries of the Mediterranean. As a matter of fact, only few ethnographic researches have been able to partially observe them. Here, we will focus on Maghreb, where the ongoing changes que-

stion us about the contribution of social and human sciences to the different modalities of observing and carrying out fieldwork, as well as to the multiple ways of narrating the complex heterogeneity and even the ambiguity of the contemporary context.

We propose to focus our attention on the Moroccan case study and especially on the history of social sciences in the Moroccan educational contexts, with the aim of grasping the complex interrelations between the history of these sciences and some key issues such as the weight of ideologies, the linguistic issue, the instrumental use of Islam, the conception of society behind the educational choices. In other words, we would like to observe the eternal relationship between research and politics, contextualising it in a specific national case. Within a historical perspective of the ethnographic research carried in Morocco, we will try to analyse some of the most recent works concerning the youngsters, their ways of expressing themselves, their artistic productions, the impact of the new media on their re-elaboration of the norms and on their daily behaviour, the emergence of social and political requests in connection with the lack of fundamental rights. Nowadays, some young Moroccan and Maghrebi researchers have chosen to observe the most recent ongoing events in Morocco and in Maghreb from inside and for many of them the theatres of the uprisings and of the demonstrations have become their fieldworks. Within this framework, we ask questions such as: what is actually changing in the subjects and modalities of their research, while such a fundamental socio-political change is going on?

All these issues refresh and renovate the debate between research and politics and oblige us to investigate the mobile relationship - within the Mediterranean area - between ethnographies and their fields, especially in contemporary Maghreb.

Keywords: Morocco; Social Sciences; Ethnographic revolutions; Anthropological research; Politics

Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le "rivoluzioni"

Le "rivoluzioni" arabe ci interrogano a proposito delle dinamiche di cambiamento, anche quelle più sotterranee e complesse, in atto da anni nei paesi arabi del Mediterraneo e che solo certe ricerche etnografiche hanno saputo parzialmente osservare. Il nostro sguardo si focalizza sul Maghreb, dove i processi di trasformazione in corso ci sollecitano sull'apporto delle scienze sociali e umane in rapporto alle modalità di osservare e di svolgere lavori sul campo, ma anche di narrare la complessa eterogeneità e ambiguità della realtà contemporanea. La proposta è allora di concentrarci sul caso marocchino e di ripercorrere la storia delle scienze sociali nei contesti di formazione, per scoprirne le complesse interrelazioni con alcune questioni chiave quali quella linguistica, l'uso

strumentale dell'Islam, il peso delle ideologie, i progetti di società nascosti dietro alle scelte educative e i principali processi sociopolitici. Tutti segni tangibili dell'etero rapporto tra ricerca e politica, che si concretizzano in uno specifico contesto nazionale. Partendo da una prospettiva storica dell'evolversi delle ricerche etnografiche in Marocco, si intendono analizzare alcuni dei lavori più recenti inerenti i giovani, le loro modalità di esprimersi e le loro produzioni artistiche, l'impatto dei nuovi media sulla riformulazione delle norme e sui comportamenti quotidiani, l'evolversi di alcune domande sociali e politiche in relazione alla mancanza di diritti fondamentali. Oggi, rispetto agli eventi più recenti in atto in Marocco e in Maghreb molti ricercatori hanno scelto di osservarli "dall'interno", i teatri delle rivolte e delle manifestazioni sono diventati terreno dei loro lavori sul campo. Come cambiano gli oggetti e le modalità di indagare con un così importante cambiamento del contesto sociopolitico? Tali interrogativi rinnovano il dibattito tra ricerca e politica (tra ricerca e centri di formazione alla stessa), invitandoci ad indagare il nesso mobile – all'interno dell'area mediterranea – tra etnografie e terreni su cui esse si realizzano, nei singolari contesti maghrebini contemporanei in divenire.

Parole chiave: Marocco; Scienze sociali; Rivoluzioni etnografiche; Ricerca antropologica; Politica

JONI AASI

Al-Istiqlal University, Birzeit University
ghadiaasi@gmail.com

Israel face to the Arab Spring: The power of popular movements

The Arab spring, defined in terms of popular mobilization against authoritarianism, represents primo a domestic change with regional impacts or with strategic implications at the regional level that can be described very well by the "end of the reduced siege". The trend of radicalization goes behind the cleavage radical and moderate regimes; it raises the fear from the emergence of a Sunnite majority's regime with a hegemonic position in the region. We are in presence of strategic thought of "Sykes-Picot style" (the cleavage minority and majority regimes). In the second place the Arab spring indicates a mobilization against the non-representation of the interest of the majority of citizens in the political map. By attacking the large gap between the governed and the governing, the Arab spring is a regional event. The mobilization of popular movements in the Arabic world has offered a repertoire of collective actions to be imitated by Palestinians and Israelis. Here, the Arab spring and in ideological terms provides an opportunity for the Pax democratica. The movements of protest in Israel can contribute to the integration of Israel in the region out of its "state of siege". But for the realization of that,

changes have to be effectuated also at the level of political symbolism of the Arab-Israeli conflict reflected in "essentialist" approach to Israeli democracy.

Keywords: Arab spring; Popular movements; Radicalization; Reduced siege; Democratization; Political symbolism

Israele di fronte alla Primavera araba: la forza dei movimenti popolari

La primavera araba, definita in termini di mobilitazione popolare contro l'autoritarismo, rappresenta innanzitutto un cambiamento interno con impatti regionali o con implicazioni strategiche a livello regionale che può essere descritto in modo efficace dalla "fine dell'assedio ridotto". La tendenza alla radicalizzazione è conseguenza della scissione tra regimi radicali e moderati che solleva dal timore dell'insorgere di un regime a maggioranza sunnita, con una posizione egemone nella regione. Siamo in presenza di pensiero strategico alla "Sykes-Picot" (scissione tra regimi di maggioranza e di minoranza). In secondo luogo, la primavera araba indica una mobilitazione contro la mancata rappresentazione degli interessi della maggioranza dei cittadini nello scenario politico. Si tratta di un evento regionale nella misura in cui si oppone al grande divario tra governati e governanti. La mobilitazione dei movimenti popolari nel mondo arabo ha offerto agli Israeliani e ai Palestinesi un repertorio di azioni collettive da imitare. In questo contesto, la primavera araba offre, in termini ideologici, un'opportunità per la *Pax democratica*. I movimenti di protesta in Israele possono contribuire all'integrazione di Israele nella regione fuori dal suo "stato d'assedio". Ma per la realizzazione di questo obiettivo, i cambiamenti devono essere operati anche a livello del simbolismo politico del conflitto arabo-israeliano che si riflette nell'approccio "essenzialista" alla democrazia israeliana.

Parole chiave: Primavera araba; Movimenti popolari; Radicalizzazione; Assedio ridotto; Democratizzazione; Simbolismo politico